

**M. Blais:** Comment?

**M. Stevens:** N'est-il pas vraiment étonnant que le solliciteur général (M. Blais) qui vient tout juste de sortir d'un fouillis complet comme le ministère des Postes me demande maintenant «comment». Venant d'une personne qui a fait partie d'une administration qui a laissé le ministère des Postes, qui était rentable en 1970...

**M. Blais:** Allons donc.

**M. Stevens:** ... en arriver au point où il a maintenant un déficit de cinq à six cents millions de dollars, en dépit des augmentations répétées du taux d'affranchissement, une question de ce genre dénote un manque de sérieux.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stevens:** Cela démontre aussi le peu de contrôle que le gouvernement exerce sur le financement et sur l'économie canadienne.

**M. Beatty:** Allez ouvrir quelques lettres, J.-J.

**Une voix:** Allez coller un timbre.

**M. Stevens:** Je crois entendre l'ex-ministre des Postes dire que mes chiffres ne sont pas exacts. Je serais très heureux de lui montrer les chiffres du financement national et de lui montrer à chaque année où le déficit a eu lieu et comment les dépenses ont augmenté beaucoup plus rapidement que les revenus. Je pense que même lui, s'il y passait assez de temps, réussirait à comprendre exactement ce que je veux dire.

**M. Stanfield:** Je ne compterais pas là-dessus.

**M. Hees:** Ce serait une perte de temps.

**M. Stevens:** Même lui réussirait à comprendre comment le service des Postes s'est retrouvé en difficulté.

Si c'est nous qui avons présenté un budget lundi soir, nous aurions proposé, ai-je dit, des réductions des dépenses fédérales qui auraient amené une réduction de deux milliards de dollars en moins de trois ans. Premièrement, remarquons que le coût de fonctionnement de l'administration publique représente plus de 32 p. 100 des dépenses du gouvernement, et c'est dans ce domaine-là que le gouvernement a permis une hausse de 56 p. 100 au cours des trois dernières années. Il a laissé ces coûts augmenter de 56 p. 100 pendant la période où il invitait le secteur privé de faire preuve de modération dans ses dépenses. Si les coûts d'exploitation avaient augmenté seulement au même rythme que les salaires de travailleurs durant la mise en vigueur du programme de lutte contre l'inflation, les dépenses fédérales à l'heure actuelle seraient de 3.3 milliards inférieures à ce qu'elles sont actuellement.

J'entends un des fidèles députés de l'arrière-plan du côté ministériel demander comment nous pourrions réaliser ces économies. Mon chef a signalé certains domaines où nous entendons faire des économies quand nous aurons la chance de préparer un budget. Le député réclame des précisions. Nous croyons qu'on aurait pu lundi soir instituer un programme visant à bloquer l'embauche dans la Fonction publique. C'est la première chose que nous aurions faite.

**M. Blais:** Il en existe un depuis trois ans.

### Budget—M. Stevens

**M. Stevens:** L'ancien ministre des Postes affirme que le gouvernement a bloqué le recrutement. Il pourrait certes lui-même compter les 25,000 employés supplémentaires que son ministère a embauchés à compter de 1970, période dont j'ai parlé. Quand le gouvernement parle du blocage du recrutement au sein de la Fonction publique, il veut dire que le nombre de fonctionnaires a augmenté moins rapidement que l'année précédente. Nous prétendons que le nombre de fonctionnaires ne devrait pas augmenter et qu'il ne faudrait pas combler les postes qui deviennent vacants dans la Fonction publique. Par exemple, on ne remplacerait pas les personnes qui prennent leur retraite ou qui décident de partir.

Or, sur une période d'une année, près de 20,000 employés quittent la Fonction publique pour une raison ou pour une autre. Nous proposons tout simplement de ne pas combler les vacances. Au bout de trois ans, cela signifierait une baisse des effectifs fédéraux de 50,000 à 60,000 personnes. C'est ce que nous entendons par un gel.

Je pense qu'il faut préciser que nous n'envisageons pas de réduire les effectifs chez les militaires, les gardes de pénitenciers ou les agents de la Gendarmerie.

**M. Chrétien:** Ils représentent la moitié des fonctionnaires fédéraux.

**M. Stevens:** Ces catégories exclues, les chiffres que j'ai cités sont ceux que le ministre des Finances aurait pu inclure dans son budget de lundi dernier s'il avait eu le courage d'être un ministre responsable et non le ministre à temps partiel qu'il a été.

**Des voix:** Bravo!

**M. Stevens:** Nous proposerions également de réduire les services au personnel que comporte la Fonction publique. Voilà une autre mesure d'épargne que nous aurions proposée lundi soir. Cela se traduirait, par exemple, par une réduction des frais de location de locaux et de matériel et des dépenses en matière de transport et de communications. Il ne faut pas oublier que le gouvernement dépense plus d'un million par an en courses de taxi à Ottawa.

● (1602)

**Une voix:** C'est honteux!

**M. Stevens:** En outre, on peut réduire encore les dépenses en effectuant des coupes sombres dans les dépenses de publicité et de consultation. Si la population canadienne nous confie les rênes du gouvernement, un grand nombre de publicitaires parasites, d'amis et de consultants libéraux perdront leurs contrats rapidement.

Nous pourrions réaliser des économies substantielles sur les 50 millions de dollars que le gouvernement, pris de la folie de dépenser, gaspille, en adoptant des mesures de clôture et le système du budget zéro. Essentiellement, cela veut dire qu'au lieu d'accepter aveuglément les montants de dépenses de l'année précédente, chaque prévision de dépense serait justifiée pour l'année qui vient. Si elle ne pouvait être justifiée et que sa valeur véritable pour le public canadien ne puisse être prouvée, elle serait supprimée et le public pourrait bénéficier des économies ainsi réalisées.